

SORTIR DU NUCLÉAIRE, UNE QUESTION DE BON SENS !

La Une politique

page 2 et 4

PRÉFÉRENCE INDIGÈNE

Le mot du président

page 6

PRISE DE POSITION ET ARGUMENTAIRE

Votations populaires novembre 2016

page 8

ENTRETIEN AVEC MARTIN LANDOLT

Le rendez-vous de Sandra Borgeaud

page 10

NOUVELLE PRÉSIDENTE DES JEUNES

Présentation de Géraldine Riat

page 12

REJOIGNEZ-NOUS !

Nous avons besoin de vous !

page 14



Nous souhaitons inscrire notre ligne politique dans un dialogue de proximité.
Ecrivez-nous ! : secretariat@pbd-ge.ch

SORTIR DU NUCLÉAIRE, UNE QUESTION DE BON SENS !

La Une politique

Les plus vieilles centrales nucléaires du monde se trouvent probablement en Suisse. Depuis plusieurs années, les exploitants veulent absolument les maintenir en fonction et réalisent travaux sur travaux pour les rafistoler à tout prix.

Le PBD Genève soutient l'initiative populaire fédérale pour la sortie programmée du nucléaire pour les raisons suivantes :

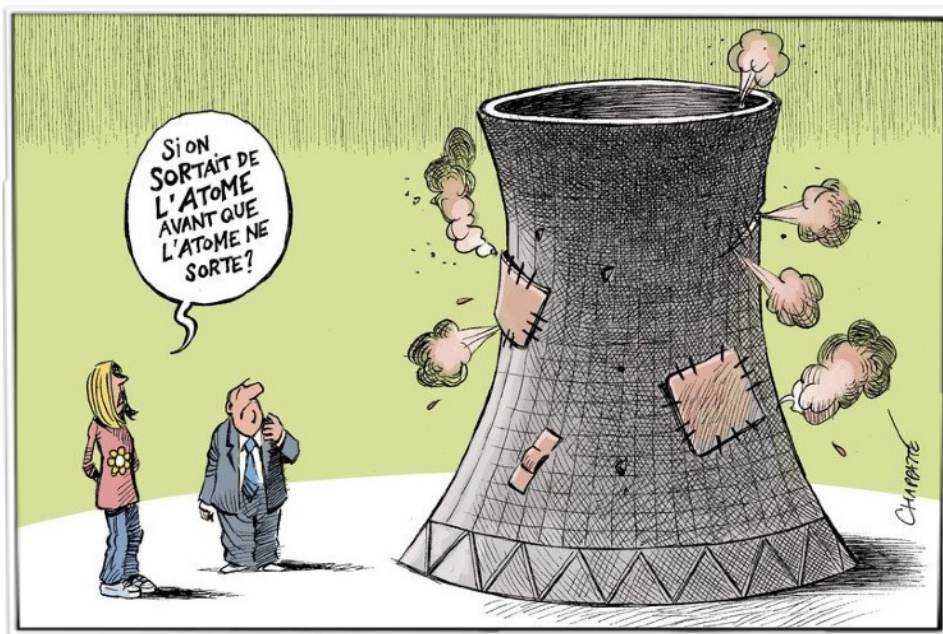
- L'exploitation des centrales peut mener à des erreurs humaines, des **défaillances techniques**, ou des catastrophes naturelles
- Le **démantèlement est dangereux** (manipulation de matériel radioactif, risque accru d'irradiation, etc.)
- et surtout, la **gestion et stockage des déchets** sur des dizaines de siècles !

De plus, l'énergie nucléaire est la plus chère ! Son prix réel est biaisé, car le législateur a minimisé les coûts de la gestion et du stockage des déchets, ainsi que le niveau des réserves nécessaire au démantèlement, ce qui ne manquera pas d'être réclamé aux générations futures !

« Les coûts du débranchement des centrales nucléaires ne cessent de croître, selon les partisans de la sortie de l'atome. Il faudra payer 20,6 milliards de francs pour désaffecter les centrales nucléaires, projetait swissnuclear, le lobby des exploitants de centrales, dans sa dernière étude des coûts publiée en 2011.

Sur ce montant, environ 16 milliards serviraient à financer la gestion des déchets radioactifs. Ces chiffres étaient déjà 10% plus élevés que ceux du rapport précédent, qui date de 2006. »

- ats/fme - rts.ch



© Chappatte dans Le Temps - www.globecartoon.com

FIXONS UNE DATE DE FIN AU PARC NUCLÉAIRE LE PLUS VIEUX DU MONDE !

Le billet de Lisa Mazzone,
Conseillère Nationale



Si un accident nucléaire survenait en Suisse, nous pourrions dire adieu à notre pays tel que nous le connaissons. Les cinq centrales nucléaires se situent en effet dans les zones les plus peuplées et un accident impliquerait d'évacuer jusqu'à un million de personnes, de mettre en péril notre capitale fédérale et de nombreuses capitales cantonales, mais aussi les infrastructures de transport et l'activité économique présentes sur le plateau. Sans parler du coût d'une telle catastrophe, que l'on peut estimer à quelque 200 milliards de francs.

Y a-t-il lieu de craindre ce scénario dramatique ? Malheureusement oui. La majorité du parlement a refusé de fixer une date pour tirer la prise des centrales. Pire, elle a rejeté les recommandations de l'Institut fédéral de la sécurité nucléaire visant à inscrire dans la loi des exigences de sécurité accrues.

Oui, nous pouvons sortir du nucléaire, et notre canton, Genève, en a fait la preuve ! Dès 2017, les Services industriels genevois fourniront exclusivement du courant certifié 100% renouvelable et 100% local. Un engagement en faveur des énergies solaire et éolienne, qui complètent la force hydraulique, pilier de la production suisse représentant près de 60% de l'électricité. En

Suisse, on estime aussi qu'un tiers de l'électricité pourrait être économisée, grâce à l'efficacité.

L'initiative n'empêche pas la recherche. Notons que pour une application de la fusion nucléaire, il faudrait en revanche un nouveau vote, si une solution convaincante apparaissait.

Assurons-nous au plus vite un approvisionnement durable avec la transition énergétique, une opportunité pour l'économie locale et la création d'emplois en Suisse !

– Lisa Mazzone, Conseillère Nationale



Sophie n'a pas besoin du nucléaire.

oui.

le 27 novembre à la sortie programmée du nucléaire d'ici 2029

sortie-programmee-nucleaire.ch

Facebook icon, Twitter icon, Instagram icon

PRÉFÉRENCE CANTONALE, NATIONALE ! OU RIEN !

Les places de travail sont un enjeu politique, économique et social évident ! Sans verser dans l'ultra-travail de 60 heures par semaine et dire que le travail c'est la santé, avoir un travail qui vous apporte les revenus nécessaires à votre vie est, dans nos sociétés occidentales, un des éléments qui assure l'intégration sociale.

Que l'état de Genève ou la Confédération engage pour des postes à responsabilités 100% de ressortissants suisses relève du bon sens même ! La France elle-même n'engagerait pas un Directeur d'Administration Italien ou Russe !

Pour ce qui est des autres postes de l'administration, ce concept d'une Suisse gérée par des Suisses, bien qu'un peu terre à terre, me convient bien !

Il va de soi que nous ne devons pas exclure les résidents étrangers du marché du travail ! Mais je parle bien de résidents ! Suisses ou non, notre rôle de dirigeant est d'assurer le bien-être de la population locale.

Pour ce qui est des entreprises privées, elles ont clairement une responsabilité dans le domaine de la formation et bénéficient en contrepartie des conditions-cadres propices à leur développement. Ceci participe à l'équilibre social du pays. Mais il est clair qu'un certain nombre d'entreprises tentent de faire venir une main-d'œuvre plus... malléable, qui se contente largement de gagner le minimum syndical.

La préférence cantonale n'est pas en contradiction avec les accords Suisse-UE. Elle ne ferme en rien la porte aux permis frontaliers ou nouveaux permis B, elle met en revanche sur un pied d'égalité le travailleur indigène au nouvel arrivant !

Et pour ce qui est du terme « INDIGÈNE », il comprend tous les Suisses, tous les étrangers résidant sur le canton de Genève, où en Suisse ainsi que les anciens permis frontaliers.

Genève compte environ 80'000 permis frontaliers et 15'000 chômeurs ! Ainsi, même si nous remplaçons les 15'000 frontaliers par les 15'000 chômeurs, il resterait 65'000 postes que, ni Genève, ni la Suisse ne pourraient pourvoir.

Comment pousser les entreprises genevoises à engager local ou à former ? En récompensant véritablement ceux qui jouent le jeu, et pas en les assommant de contraintes administratives décourageant les bonnes volontés.

Et enfin, force est de reconnaître que dans certains secteurs économiques, les Suisses ou les résidents ne se précipitent pas, pour 1001 raisons, valables ou non !

– Thierry Vidonne, Président du PBD Genève

PRISE DE POSITION

Votation du 27 novembre 2016

Objets fédéraux

Acceptez-vous l'initiative populaire **OUI**
du 16 novembre 2012 « Pour la sortie programmée
de l'énergie nucléaire » ?

Objets cantonaux

Acceptez-vous l'initiative populaire 155 **OUI**
«Touche pas à mes dimanches !»?

Acceptez-vous la loi modifiant la loi **NON**
sur les heures d'ouverture des magasins (LHOM)
(Contreprojet à l'IN 155) (I 1 05 - 11811), du 17
mars 2016?

Question subsidiaire : **Préférer l'initiative**
Si l'initiative «Touche pas à mes dimanches !» et le
contreprojet sont acceptés, lequel des deux a-t-il
votre préférence?

EXPLICATIONS

OUI - « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire »

L'énergie nucléaire est dangereuse, coûteuse et les 75 tonnes de déchets radioactifs produits chaque année en Suisse devront être gérées sur une période qui dépasse l'entendement. Il est temps de stopper cette folie.

OUI - « Touche pas à mes dimanches »

Le PBD Genève s'est prononcé en faveur de cette initiative. Nous croyons fortement que les dimanches doivent rester un jour où la vie de famille passe avant le commerce. L'industrie numérique offre déjà une vitrine aux commerçants souhaitant rester en contact 24/7 avec leur clientèle. Pour ces raisons, nous ne souhaitons pas étendre davantage les jours de travail sur la semaine des employés.

ENTRETIEN AVEC MARTIN LANDOLT

Le rendez-vous de Sandra Borgeaud
Déléguee Fédérale

Ce samedi 22 octobre 2016, c'est déroulé au Vélodrome national de Grange, dans le canton de Soleure, l'assemblée des délégués du PBD. Cela a été l'occasion pour notre déléguée fédérale de s'entretenir avec le président du PBD Suisse et Conseiller National, **Martin Landolt**.



Sa période genevoise

Après avoir passé 6 mois à Londres pour son travail, sa famille et ses amis lui manquent beaucoup ainsi que ses montagnes qu'il aime tant. Il n'a qu'une semaine de vacances à Noël chez lui, avant de repartir pour Genève qu'il ne connaît pas.

Martin Landolt vient pour la première fois à Genève en 1991, de janvier à mars, autant dire en pleine grisaille hivernale, pour un stage professionnel de 3 mois dans une banque genevoise ainsi qu'à la bourse. Il loue une chambre chez une dame âgée, très élégante et très sympathique, qui va le prendre sous son aile et le soutenir comme une deuxième mère durant cette période.

Au sein de la banque et de la bourse, il fait connaissance avec beaucoup de romands de divers cantons en plus des genevois, avec qui il noue de bonnes relations d'amitiés, ils travaillent ensemble et vont boire un verre en dehors du travail. Seulement le weekend, chacun rentre dans son canton respectif et Martin se retrouve seul, la saison n'est pas idéale pour rencontrer des gens sur des terrasses et profiter de belles balades dans la campagne, alors il décide de rentrer à Glaris tous les week-ends auprès des siens. Il découvrira aussi pour la première fois à Genève, la grève des transports en commun, lui qui croyait que la grève était interdite en Suisse, il y a de quoi marquer les esprits ! A fin mars, son stage se termine et il garde un bon souvenir de son passage. Il reviendra quelques fois à Genève pour des raisons professionnelles et politiques.

Son message pour le PBD Genève

« Notre section doit rester forte, défendre les valeurs du PBD Suisse ainsi que sa ligne directrice, mais en adaptant au mieux aux besoins de la population genevoise, car certaines idées nationales ne sont pas forcément adaptées pour le canton de Genève. Nous devons être suffisamment courageux pour prendre des risques et continuer d'avancer. Martin Landolt est satisfait et reconnaissant du travail accompli par notre section, et nous souhaite de poursuivre sur notre lancée sans jamais baisser les bras et de croire en nous, nos idées et nos convictions. »

– Martin Landolt, Président du PBD Suisse

GÉRALDINE RIAT

Nouvelle présidente de la section jeune du PBD-GE

Géraldine Riat est la nouvelle présidente de notre section jeunesse. Elle contribuera à donner un nouveau « souffle féminin jeune » à notre section, plus particulièrement au sein des jeunes. Elle peut déjà compter sur un réseau étudiant important.



Au nom du PBD Genève, nous lui souhaitons la bienvenue et beaucoup de courage et d'abnégation pour les prochains combats qu'elle devra mener !

Présentation

Géraldine aura 21 ans en fin d'année et est étudiante en sciences politiques à l'Université de Genève. Elle fait aussi partie de deux journaux étudiants de l'Université : OmniSciences et TOPO.

Ses passions sont la danse classique, le sport en général (elle participe chaque année à la course de l'Escalade depuis 2014), la politique et plus particulièrement la politique étrangère.

Elle s'est engagée dans le parti PBD depuis une année ; elle est déterminée à apporter un « coup de jeune » au parti et aussi montrer aux jeunes de sa génération les enjeux de la politique fédérale genevoise. Depuis la rentrée, elle est devenue l'une de nos 10 délégué-e-s officiels genevois du parti.

Son premier combat sera de faire une campagne commune avec la jeunesse genevoise pour promouvoir le OUI à l'initiative des verts « Sortir du nucléaire » le 27 novembre prochain. La section genevoise du PBD est la seule du parti mère à avoir voté en sa faveur lors de la dernière assemblée des délégués du PBD à Granges (So), le 23 octobre dernier ; notamment parce que l'usage de l'énergie nucléaire est interdit dans la constitution genevoise.

Pour y parvenir, elle a mobilisé une communauté active autour d'elle avec d'autres jeunes politiques (JDC, JVL et JV de Genève). Cette campagne « jeune » est une première à Genève qui promet d'être très formateur pour nous tous. Les affiches seront bientôt visibles sur des flyers qui seront distribués début novembre. Une vidéo sera aussi disponible sur les divers réseaux sociaux respectifs.

Merci d'ores et déjà pour votre soutien et votre mobilisation autour de cette campagne,

Je me réjouis de vous revoir tous en cette fin d'année qui promet encore de belles surprises et des rebondissements.

VIVE LES JEUNES !!!

Géraldine RIAT, présidente JPBD-GE

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS !

Thierry Vidonne
Président du PBD Genève.

Chers membres, chers amis !

2018 est une année d'élection au Grand Conseil et au Conseil d'État ! Nous avons l'ambition de présenter une liste de 20 candidates et candidats au Grand Conseil ainsi qu'un ticket de 2 candidats au Conseil d'État !

Je fais donc appel à vous ! Rejoignez-nous, encouragez quelqu'un qui n'ose pas, mais pourrait nous rejoindre et se porter candidat !

Malgré toute notre énergie et notre enthousiasme, cette campagne ne se fera pas sans argent ! Nous cherchons des donateurs pour atteindre un budget de 100'000.- CHF. Cet argent servira à assurer notre visibilité ! Nous ne pouvons compter que sur vous !

Soyez enthousiaste, soyez candidat, soyez donateur, militez avec nous ! Prenez contact auprès de notre coordinateur de campagne (Charles Piguet : charles.piguet@pbd-ge.ch).

Nous avons besoin de vous !



Thierry Vidonne
Président du PBD Genève



Parti Bourgeois Démocratique
1200 Genève

www.pbd-ge.ch
secretariat@pbd-ge.ch
Tél : 022 345 67 89

